

**LA DIMENSION DEMOGRAPHIQUE DANS LE DECOUPAGE
REGIONAL : QUELLE ADAPTATION AU CONTEXTE MAROCAIN ?**

**THE DEMOGRAPHIC DIMENSION IN THE REGIONAL DIVISION:
WHAT ADAPTATION TO THE MOROCCAN CONTEXT?**

Omar Benida

Centre des Études Doctorales de l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II (CEDoc- IAV)
E-mail : obenida@yahoo.fr

Khalil Allali

Enseignant-chercheur /Département de l'économie rurale
Ecole Nationale d'Agriculture de Meknès
Coordonnateur de laboratoire de recherche en sciences économiques et sociales appliquées à
l'agriculture/ IAV
E-mail : kallali@hotmail.com

Hassan Ramou

Enseignant-chercheur / université Mohammed V de Rabat-
Institut Universitaires des Etudes Africaines, Euro-méditerranéennes et Ibéroaméricaines.
E-mail : hassan.ramou@gmail.com

Aziz Fadelaoui

Chercheur / Centre Régional de la Recherche Agronomique de Meknès
Institut National de la Recherche Agronomique
E-mail : azizfadlaoui@yahoo.fr

Résumé

Cet article ambitionne d'analyser la dimension démographique dans le découpage régional et d'apprécier sa pertinence par rapport à la définition de l'espace territorial idoine qui permet de concevoir et de cibler les interventions des politiques publiques.

En s'inspirant de la méthode de l'OCDE adoptée en 2011 pour la classification des régions, ce travail met en exergue l'importance des critères démographiques à savoir la densité de la population et le pourcentage de population qui vit dans une collectivité rurale dans le ciblage optimum des politiques publiques selon les régions.

L'approche statistique et cartographique adoptée a permis d'appréhender si la décision de découpage du territoire national reflète un souci d'homogénéisation de l'espace sur le plan démographique et d'assurer un équilibre socioéconomique des territoires.

Les résultats essentiels obtenus sont (i) en terme du principe, la classification basée sur le critère démographique permet une meilleure comparabilité entre régions au même niveau territorial et au sein de la même région. (ii) les décideurs nationaux et territoriaux devraient prendre en considération la dimension démographique lors de l'élaboration des politiques publiques au niveau territorial selon les classifications établies (iii) nous confirmons que la prise en compte de la démographie permet d'améliorer la pertinence du découpage régional. Les critères démographiques (densité de la population et pourcentage de population qui vit dans une collectivité rurale), permettent un bon ciblage des régions et provinces pour lesquelles les pouvoirs publics sont appelés à concevoir des politiques d'intervention adaptées à la spécificité de chaque localité.

Mots-clés : région, découpage régional, démographie, territoire, rural/urbain

Abstract

The objective of this article is to analyze the demographic dimension in the regional division and to assess its relevance in relation to the definition of the appropriate territorial space that allows the design and targeting of public policy interventions.

Based on the OECD method adopted in 2011 for the classification of regions, this work highlights the importance of demographic criteria such as population density and the percentage of population living in a rural community in the optimal targeting of public policies according to regions.

The statistical and cartographic approach adopted has made it possible to determine whether the decision to divide up the national territory reflects a concern for homogenizing the space in terms of demographics and ensuring a socioeconomic balance of the territories.

The main results obtained are (i) in terms of principle, the classification based on the demographic criterion allows for better comparability between regions at the same territorial level and within the same region (ii) national and territorial decision-makers should take the demographic dimension into consideration when developing public policies at the territorial level according to the established classifications (iii) we confirm that taking demography into account makes it possible to improve the relevance of the regional division. The demographic criteria (population density and percentage of population living in a rural community), allow for a good targeting of regions and provinces for which the public authorities are called upon to design intervention policies adapted to the specificity of each locality.

Keywords: region, regional division, demographic, territory, rural / urban

Introduction

La composante démographique reste l'un des déterminants essentiels pour la construction de la région de demain. Eu égard à son poids dans le choix des politiques publiques, la dimension démographique devrait être approchée en tant que facteur majeur pour aider les décideurs à l'échelle régionale et nationale à prendre les décisions idoines en vue d'orienter l'essor des territoires. Cette prise de conscience est de nature à permettre aux régions d'assurer une croissance économique soutenue, compatible avec le poids démographique des territoires et les autres composantes sociales et environnementales.

En effet depuis le découpage régional de 1997, assurer un minimum d'équilibre du poids démographique des régions a été une question importante (Badri, 2020, 163). Le territoire marocain est caractérisé, sous le poids de facteurs naturels et historiques, par une répartition inéquitable de la population. Pour un souci politique et de développement mais aussi de gouvernance et d'équité territoriale, l'équilibre démographique dans le découpage régional est une question cruciale. Au niveau politique, le nombre de la population conditionne celui des sièges au conseil régional, et qui varie entre un minimum de 33 élus pour les régions ayant moins de 250000 habitants et un maximum

de 75 élus pour les régions ayant plus de 4,5 millions d'habitants. Ce taux reflète de grandes disparités régionales ; ce qui ne peut pas assurer une équité territoriale. De même pour les questions de développement étant donné que certaines régions sont plus peuplées que d'autres, génèrent plus de richesses économiques, et doivent bénéficier des politiques publiques plus adaptées à leurs tailles démographiques que les régions les moins peuplées.

I. Quelle place de la démographie dans les découpages régionaux du Maroc : questionnement problématique

Selon Richardson 1973¹ il n'y avait pas de mode unique optimal de partition de l'espace. Toute régionalisation renvoie à une théorisation et à des problèmes comme disait Boisvert 1981, 99². C'est ainsi que le découpage régional doit reposer sur des critères et des fondements, susceptibles d'apporter des solutions aux problèmes que reflète le territoire. Ils peuvent être des critères d'homogénéité, d'opérationnalité et de fonctionnalité, choisis en relation avec la nature des problèmes à l'étude.

Dans le cas marocain, le grand problème territorial est le déséquilibre démographique et économique qui existe entre des espaces centraux attractifs économiquement et denses démographiquement et d'autres périphériques moins attrayants et peu peuplés. Cette réalité a été largement citée dans différents rapports ; le SNAT (2002) a souligné le déséquilibre territorial qui est dû, entre autres, à un déséquilibre démographique entre les différents territoires. Dans le rapport *prospective Maroc 2030*, le HCP (2014, 25³) affirme que la population du Maroc se caractérise par des disparités géographiques croissantes de peuplement ; et elle est inégalement répartie par régions. Dans le rapport *50 ans de développement humain, perspective 2025*, la même remarque revient où les auteurs du rapport affirment que les disparités entre les régions ne sont pas observées seulement au niveau de la répartition de la population, mais elles sont également perçues au niveau de ses composantes. Cela se répercute sur le développement économique du pays eu égard à l'importance de la variable démographique dans le développement économique et social (rapport p.9, p47)⁴.

C'est ainsi que les actions du découpage territorial doivent absolument faire face à ce problème majeur. L'importance des interactions qui existent entre la population et le développement territorial a été reconnu depuis la Conférence Mondiale sur la Population, tenue à Bucarest en 1974. L'analyse

¹ Richardson H., *Regional Growth Theory*. New York, John Wiley & Sons, 1973

² Boisvert Michel A. Le découpage de l'espace et les théories économiques de la croissance et du développement régional. In: *Espace géographique*, tome 10, n°2, 1981. pp. 99-106; https://www.persee.fr/doc/spgeo_0046-2497_1981_num_10_2_3623

³ HCP, *Prospective Maroc 2030, quelle démographie ?* <https://www.hcp.ma/file/111442/> consulté le 14 avril 2022.

⁴ CERED – HCP, *50 ANS DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN, perspective 2025*, <https://www.hcp.ma/file/198624/> consulté le 14 avril 2022.

faite par El Bouhali Ahmed⁵ souligne que rien dans « *la variable population qui détient la clé de succès de tout système de découpage territorial. Particulièrement, celle-ci (la population) n'a pas été suffisamment approchée et encore moins directement consultée préalablement au découpage ne serait-ce qu'à travers des sondages d'opinion. La nature, l'origine et l'appartenance ethnique et communautaire sont des facteurs déterminants dans le cadre de l'adhésion des populations* ». Cette constatation montre à quel point la dimension « population » est très importante dans tout découpage régional.

Le premier découpage régional au Maroc remonte à 1971. Selon le Dahir (Loi) relative à l'organisation de la région au Maroc du 16 juin 1971, notamment l'article 2, la région est définie comme ***un ensemble de provinces qui, sur les plans tant géographiques, qu'économiques et sociales entretiennent ou sont susceptibles d'entretenir des relations de nature à stimuler leur développement, et de ce fait, justifient un aménagement d'ensemble***. C'est ainsi que la région n'est qu'un cadre d'action économique dans lequel les études seront entreprises et des programmes réalisés en vue d'un développement harmonieux et équilibré des différentes parties du Royaume ». Avec le Dahir n° 1-97-84 du 2 avril 1997, portant promulgation de la loi n° 47-96 relative à l'organisation de la région, le Maroc adopte une nouvelle organisation régionale, cadrée par la constitution (article 26) et basé sur un découpage composé de seize (16) régions.

La région n'est plus un cadre d'action économique mais plutôt un espace de débat, de concertation et de formation à la chose publique ; et devient un ***instrument essentiel et novateur du développement économique et social***.

Avec la loi organique n°111-14 et le découpage régional de 2015, la région est une institution régie par la constitution, (article 146). ***Elle assure un rôle prééminent par rapport aux autres collectivités territoriales dans l'élaboration, l'exécution et le suivi des programmes de développement régionaux et des schémas régionaux d'aménagement du territoire***. Selon l'article 3 de la loi organique, la région est une ***collectivité territoriale de droit public, dotée de la personnalité morale, de l'autonomie administrative et de l'autonomie financière***. Le découpage adopté repose sur 12 régions.

Si la région a connu une nette évolution depuis 1971 dans sa définition et ses missions, qui sont bien définies et déclarés par le décideur, les critères de découpage ne sont pas dévoilés. Dans notre article,

⁵ El Bouhali Ahmed, La région : territoire et développement :
[file:///C:/Users/Omar/Downloads/La%20r%C3%A9gion%20.%20territoire%20et%20d%C3%A9veloppement%20\(1\).pdf](file:///C:/Users/Omar/Downloads/La%20r%C3%A9gion%20.%20territoire%20et%20d%C3%A9veloppement%20(1).pdf)

la question principale porte sur les critères de découpage ; quelle place occupe la dimension démographique dans les différents découpages régionaux ?

Dans cet article, nous essayons d'étudier le critère démographique dans les différents découpages ; de voir quelle configuration démographique pour chaque région ? et de savoir est ce qu'il y a une méthode adéquate pour définir un seuil ou une taille optimale de la population régionale, susceptible d'assurer un découpage régional équilibré sur le plan démographique ?

II. Approche Méthodologique

Notre démarche ne remet pas en cause les différents découpages régionaux mais s'attachera à examiner l'importance accordée aux critères démographiques. Il sera question de suivre une approche historique pour mieux cerner l'évolution des critères de découpage pour vérifier l'existence ou non des indicateurs à caractère démographique dans les différents découpages.

Sur un autre plan, nous adoptons une approche statistique et cartographique pour évaluer la dimension démographique dans chaque découpage. Cette approche permet de voir si la décision de découpage du territoire national reflète un souci d'homogénéisation de l'espace sur le plan démographique, susceptible d'assurer un équilibre socioéconomique des territoires.

Puis, il est question de suivre la situation démographique pour chaque découpage. Pour ce faire, nous procédons à une analyse statistique. Enfin, il sera question d'appliquer des méthodes testées au niveau international pour découper l'espace sur des critères démographiques. Notre choix porte sur la démarche de l'OCDE et l'appliquer au découpage régional adopté en 2015.

Ce choix se justifie par l'importance du travail réalisé par l'OCDE dans plusieurs pays. La méthode demeure compatible avec les spécificités du territoire marocain marqué par l'importance de l'espace et la population rurale, qui sont intégrés dans la démarche de l'OCDE. Partant de notre souci de savoir comment un découpage optimal pourrait aider à assurer un développement équilibré des régions, il demeure important de définir un seuil ou une moyenne démographique raisonnable. L'application de cette méthode sur le cas marocain peut mesurer les disparités démographiques entre les territoires selon le découpage régional actuel.

En effet, ce travail sera consacré à la vérification de l'hypothèse suivante : **Les critères démographiques, à savoir la densité de la population et le pourcentage de population qui vit dans une collectivité rurale, permettraient un découpage équilibré (critère d'homogénéité spatiale), ce qui contribuera à assurer un ciblage optimum des politiques publiques selon les régions.**

Etant donné que le contexte marocain marqué par l'importance de la ruralité dans certains territoires et en s'inspirant des travaux de l'OCDE, nous considérons qu'une région optimale sur le plan démographique doit atteindre un poids humain et une densité rurale chiffrée. Ainsi, nous considérons que le poids de la population rurale comme main d'œuvre utilisée à hauteur de 40 % de ruraux⁶ (taux moyen national de la population rurale) est très décisif dans la construction de la région de demain. D'autant plus que la dimension ruralité peut donner une autre lecture de la typologie des régions et donc permettrait d'améliorer le ciblage des interventions de l'Etat. C'est pour cette raison que nous choisissons la démarche de l'OCDE pour donner une classification des territoires en fonction des critères retenus et montrer que la dimension démographique abordée sous cet angle constitue l'une des conditions incontournables pour la définition de la taille d'une région et le ciblage des politiques publiques les plus appropriées.

III. Le facteur de la démographie dans les découpages au Maroc

Comme dans beaucoup de pays, la région repose sur un cadre spatial et démographique. En France, la région, selon (Piercy, 1997)⁷ est une mosaïque culturelle, économique, et démographique. De sa part Amar Belhadi (2011, p3)⁸, et en analysant la régionalisation en Tunisie, affirme que *la région n'est pas seulement une étendue spatiale matérielle qui se réduit au support spatial et aux ressources qu'il recèle. Elle est avant tout une construction sociale* ». La notion de la population est toujours présente. Enfin (Kostrubiec Benjamin, 1982) dans son essai sur la l'expérience régionale en Pologne a souligné que *la démographie est un des facteurs les plus importants généralement pris en considération dans une régionalisation économique*⁹.

Au Maroc, le premier découpage de 1971 (régions économiques) a intégré la dimension démographique, mais uniquement au niveau de l'indicateur de la densité rurale et non pas le poids démographique des régions. L'analyse de la loi du 16 juin 1971 permet de constater que les critères du découpage régional, composé de 7 régions, comme il a été décrit dans *Le projet de découpage du royaume en région économique 1969*¹⁰ revoit soit :

1. Le rayonnement des villes
2. Les bassins hydrauliques, et les conditions naturelles (climat et relief)
3. Les potentialités d'irrigation

⁶ Le monde rural recèle 43% des actifs du pays : HCP, note relative aux principales caractéristiques de la population active occupée en 2018

⁷ Piercy P., 1997, *La France, le fait régional*, Paris, Hachette

⁸ Amor Belhadi, 2011 « Le développement régional Problématiques, objectifs et principes », in *Le développement régional. Approches géographiques actes du colloque organisé en 2011, publications de la FLSH Tunis*.

⁹ Kostrubiec Benjamin. Régionalisation socio-économique de la Pologne. In: Hommes et Terres du Nord, 1982/2. Spécial Pologne. pp. 55-63 https://www.persee.fr/doc/htn_0018-439x_1982_num_2_1_1819 consulté le 21 avril 2022.

¹⁰ Secrétariat d'Etat au Plan et à la formation des cadres, projet de découpage du royaume en région économique, micro film, disponible sur : <http://www.abhatoo.net.ma/content/download/39331/858681/version/1/file/PROJET+DE+DECOUPAGE+DU+ROYAUME+EN+REGIONS+ECO+NOMIQUES.pdf> consulté le 21 avril 2022

4. La densité de la population rurale
5. Le trafic ferroviaire
6. La circulation routière
7. La valeur ajoutée industrielle.

Sur le plan démographique, ce découpage a résulté une répartition de la population comme suit :

Tableau 1 : répartition de la population marocaine selon le découpage de 1971

Région	% du territoire national	% Population marocaine	% Population rurale /ruraux marocains	% Population urbaine/ citoyens marocains	Densité hab./km ²
Centre	31,11	25,75	37,79	19,23	102,52
Nord-ouest	9,03	19,48	24,32	16,86	97,32
Tensift	9,57	15,93	10,86	18,68	59,10
Centre nord	10,57	12,31	8,88	14,16	43,05
Sud	24,61	11,12	3,91	15,02	11,97
Centre sud	6,70	8,16	7,59	8,47	11,11
Oriental	8,41	7,25	6,65	7,57	22,96

Source : Direction de la statistiques, RGPH 1971.

Partant de ce tableau, le découpage régional a démontré le déséquilibre de la population à la fois :

- Sur le plan de la taille démographique des régions : la région de Casablanca (Centre) abritait une densité humaine 10 fois plus importante que la région du sud (provinces situées au sud d'Agadir) ou du Centre-Sud (Draa Tafilalet)
- Au niveau de la répartition de la population, deux régions (Centre et Nord-ouest) regroupent plus de 62% de la population rurale du pays. A part la région du Centre (Casablanca), toutes les régions sont marquées par un taux de ruralité très élevé supérieure à 56% et peut atteindre 87% (cas de la région Sud)

Il s'avère que le découpage proposé n'a pas essayé d'instaurer une planification territoriale visant à rééquilibrer le territoire marocain. Depuis le protectorat, l'espace marocain est marqué par une forte concentration des populations et des activités économiques au niveau de la région du Centre et du Nord-ouest, alors que le Sud, l'Oriental et le Sud-est sont peu peuplés. Les sept régions économiques n'ont constitué qu'un assemblage des provinces pour créer un cadre de région-programme. Elles n'avaient pas de missions décisionnelles ou de gestion. Elles ne sont consultées que pour la réalisation des plans de développement régionaux.

Le découpage de 1997 constitue un changement puisque les nouvelles régions épousent mieux les réalités humaines et économiques, voire historiques, de l'espace marocain (Berriane 2016)¹¹. Ce découpage s'est basé sur des critères relevant selon (Bellaoui 2009, 89)¹² :

- De la sphère géopolitique et historique liée surtout aux exigences de l'intégration nationale surtout pour les régions du sud marocain saharien ;
- De la sphère économique et la polarisation des grandes villes ;
- De la sphère géographique surtout l'appartenance aux dimensions atlantique, montagnarde et méditerranéennes

Sur le plan démographique, et en se basant sur l'annuaire statistique de la même année du découpage (1997), la répartition de la population se configure comme suit :

Tableau 2 : indicateurs démographiques du découpage du 1997

	% du territoire national	% de la population totale	% Population urbaine/ citadins marocains	% Population rurale /ruraux marocains	Densité hab./km ²
Grand Casablanca	0,20	11,85	1,00	21,41	2004,33
Rabat-Salé-Zemmour-Zaer	1,19	7,78	3,28	11,74	221,71
Tanger-Tétouan	1,44	7,95	7,20	8,62	187,73
Doukkala-Abda	1,78	6,80	9,32	4,58	130,00
chaouia-Ouardigha	2,08	5,83	7,52	4,34	94,99
Marrakech Tensift Al Haouz	3,88	10,37	14,00	7,17	90,89
Tadla-Azilal	2,13	5,03	6,99	3,30	80,23
Taza-Al Hoceïma-Taounate	3,00	6,46	10,68	2,75	73,07
Gharb-chrarda Beni Hssen	1,10	2,31	8,07	4,68	71,66
Fès-Boulmane	2,46	5,18	3,24	6,90	71,53
Souss-Massa-Draa	8,82	10,21	13,79	7,06	39,35
Meknès-Tafilalet	9,85	7,26	7,38	7,15	25,03
Oriental	10,31	6,66	6,05	7,21	21,95
Guelmim-Essmara	16,63	1,48	1,34	1,61	3,03
Laâyoune Boujdour-Sakia El Hamra	<u>17,35</u>	<u>0,70</u>	0,09	1,24	1,37
Oued Eddahab Lagouira	<u>17,77</u>	<u>0,15</u>	0,06	0,23	0,29

Source : HCP, Annuaire statistique du Maroc 1998

Avec le découpage de 1997, le déséquilibre démographique entre des régions est amplifié entre régions denses et peuplées et des régions peu peuplées. Trois régions du Maroc (Grand Casablanca, Marrakech –Tensift Al Haouz et Souss-Massa-Draa) englobent plus de 32% de la population du

¹¹ Mohamed Berriane , Dynamiques territoriales et politiques publiques : territoires fonctionnels et territoires officiels in Le Maroc au présent eds Baudouin Dupret et al. p. 31-60 disponible sur <https://books.openedition.org/cjb/998?lang=fr> consulté le 21 avril 2022

¹² Ahmed Bellaoui l'organisation régionale au Maroc : vers une plus grande artificialisation de l'espace géographique, in les territoires à l'épreuve des normes : référents et innovations contributions corsées sud-africaines, françaises et marocaines eds Boujrouf, Antheaume, Giraut et Landel, 2009, coédition LERMA et Revue Montagne Méditerranéennes, Marrakech pp79-92

pays. En effet la région du grand Casablanca enregistre une forte densité supérieure à 2000 habitants/lm² alors que les autres régions ont une densité inférieure à 200 habitants/km², et peut atteindre moins 3% pour les trois régions sahariennes.

Au niveau de la répartition de la population, on peut avancer les situations suivantes :

- Le cas de la région Grand Casablanca où la population urbaine constitue plus 20% de la population urbaine du pays et où les citadins représentent 96% de la population régionale ;
- Les régions à forte urbanisation notamment le cas de Rabat-Salé-Zemmour-Zaïr et Fès-Boulamène où la population urbaine varie entre 70et 81% ;
- Les régions des Laâyoune-Boujdour-Sakia Lhamera et Oued Eddahab-Lagouira où la population totale est inférieure à 1% de la population marocaine mais les citadins constituent plus de 80% ;
- Les régions peuplées de ruraux notamment Meknès-Tafilalet, Chaouia Ouardigha, Souss-Massa, Doukkala-Abda, Tadla-Azilal et Taza –Al Hoceïma-Taounate où le taux des ruraux est supérieur à la moyenne nationale.

Ce découpage reflète une nouvelle réalité territoriale, il est constitué des ensembles régionaux reflétant les particularités historiques et tribales et s'est basé sur un grand nombre de régions (16 régions). Sa particularité résidait dans l'importance du critère de polarisation des grandes villes. Mais le traçage final des limites régionales n'a pas atténué les déséquilibres démographiques des populations ; concentrées dans l'Axe Tanger-Al Jadida.

En 2015, la commission royale consultative sur la régionalisation a dévoilé les critères du découpage, qualifiés d'objectifs et sont liés surtout à la fonctionnalité économique, aux pôles de développement intégré, aux relations et interactions dynamiques, actuelles et prévisibles entre les populations concernées. Ainsi, le rapport a défini les critères et les règles du découpage qui se résume dans¹³ :

- L'efficience,
- L'accumulation sur l'existant,
- L'homogénéité,
- La fonctionnalité,
- L'accessibilité et la proximité,
- La proportionnalité et l'équilibre

Toutefois, le rapport souligne l'existence d'un déséquilibre démographique entre deux domaines répartis par la ligne allant de Sidi Ifni à Taza¹⁴:

- Le domaine atlasique atlantique, méditerranéen et intermédiaire, qui abrite 87 % de la population. Il est constitué de zones de plaines, de plateaux et partiellement de montagne.

¹³ CCR/Rapport sur la régionalisation avancée/Livre I : Conception générale,

http://www.regionalisationavancee.ma/PDF/Rapport/Fr/L1_ConceptionGenerale.pdf consulté le 21 avril 2022

¹⁴ Op cit, p33.

Ils bénéficient d'apports d'eau et se caractérise ainsi par de très fortes densités humaines et d'une armature urbaine importante ;

- Le domaine semi-désertique à saharien au Sud, Sud-Est et Nord-Est qui compte seulement 13% de la population. Il est marqué par des conditions très contraignantes de relief et de climat et se caractérise aussi par des milieux naturels fragiles, un peuplement peu dense et une faible urbanisation.

Sur le plan démographique, la configuration humaine du découpage de 2015 se dresse comme suit :

Tableau 3 : indicateurs démographiques du découpage 2015

	% superficie nationale	% total	% urbain	% rural	Densité hab./km ²
Casablanca-Settat	2,74	20,27	24,72	13,50	352,82
Marrakech-Safi	5,51	13,36	9,48	19,25	115,41
Fès- Meknès	5,64	12,52	12,55	12,47	105,72
Tanger-Tétouan-Al Hoceïma	2,43	10,51	10,43	10,62	206,04
Souss-Massa	7,57	7,91	7,37	8,73	49,77
Béni-Mellal- Khénifra	5,77	7,45	6,06	9,56	61,43
Oriental	12,68	6,84	7,41	5,97	25,68
Draa-Tafilalet	16,26	4,83	2,74	8,01	14,14
Rabat-Salé-Kénitra	2,56	1,42	15,66	10,30	26,43
Guelmim-Oued Noun	6,49	1,28	1,37	1,15	9,41
Laâyoune -Sakia El Hamra	19,70	1,09	1,68	0,18	2,63
Dakhla-Oued Eddahab	18,41	0,42	0,52	0,27	1,09

Source : HCP 2014

D'après le tableau, la population est concentrée dans quatre régions : Marrakech-Safi, Fès-Boulmène, Tanger-Tétouan-Al Hoceima et Casablanca –Settat. Cette dernière abrite plus de 1/5 de la population nationale, bien qu'elle ne constitue que 2,74% de la superficie du territoire nationale. C'est aussi la région qui abrite ¼ de la population urbaine du pays et enregistre ainsi la densité la plus élevée (352,8%), sept fois la moyenne nationale.

En revanche, les trois régions du sud et celle de Draa-Tafilalet enregistrent des densités très faibles inférieures à 15 hab./km² et peut atteindre 1 hab./km² (cas de Dakhla-Oued Eddahab) alors que ces quatre régions représentent plus 57% du territoire nationale.

Partant de ce qui précède, il s'avère que le critère démographique est peu prononcé dans les découpages effectués au Maroc. Le décideur considère des critères d'ordre politique, géographique, historico-culturel et de polarisation des villes. C'est ainsi, que les différents découpages se caractérisent par des déséquilibres importants de la population.

La composante démographique est manifestement déterminante dans la promotion du développement équitable des territoires et partant, elle joue un rôle décisif dans la conception d'un découpage régional équilibré qui répond aux exigences culturelles, socio-économiques, politiques et historiques. Ainsi la question qui se pose est d'ordre méthodologique ; comment atteindre un découpage basé sur des critères démographiques et qui peut déboucher sur une répartition équilibrée de la population sur le territoire national ?

Dans ce contexte, les travaux menés par les organismes de développement économique, en l'occurrence l'OCDE, montrent l'importance de la démographie dans la définition de territoires et des politiques publiques adaptées. Au vu des enjeux et des objectifs de développement durable, la localisation avec précision de la population est devenue une préoccupation majeure tant pour les pouvoirs publics régionaux que locaux. C'est que « *la connaissance de la densité de la population est très utile pour apprécier et répondre à de nombreux problèmes sociaux, politiques, économiques et environnementaux* »¹⁵.

La démarche de l'OCDE constitue un cadre de référence théorique adapté pour la typologie régionale des pays de l'OCDE et permettant de mettre en évidence les principaux facteurs du développement des régions. La méthode adoptée par l'OCDE confirme l'importance de la dimension démographique, particulièrement la densité et la distribution de la population notamment rurale pour mieux cerner la planification territoriale au niveau infranational. Mais aussi pour choisir l'unité territoriale la plus appropriée permettant à même d'élaborer des politiques publiques territoriales et établir une classification régionale.

IV. Méthode de l'OCDE

4.1. Description de la méthode

Nous essayerons de tester la démarche l'OCDE en se basant sur le dernier découpage de 2015 composé de 12 régions. L'OCDE a adopté une démarche de délimitation de l'espace européen permettant « d'établir une classification des régions dans chaque pays membre en fonction de deux

¹⁵ Hallot Eric et al., Cartographie détaillée de la densité de population : Comparaison de méthodes dissymétriques, Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique/ « Dynamiques régionales », 2019.

niveaux territoriaux. Le niveau supérieur (niveau territorial 2 [TL2]) comprend de grandes régions, et le niveau inférieur (niveau territorial 3 [TL3]) compte de régions plus petites »¹⁶.

Encadré n°1 : principes de la démarche de l'OCDE

L'OCDE a établi une typologie régionale qui distingue entre :

- les régions essentiellement urbaines (EU),
- les régions essentiellement rurales (ER) et
- les régions intermédiaires (IN).

Cette typologie, fondée sur la répartition de l'habitat mesurée au pourcentage de la population régionale qui vit dans les collectivités rurales, permet de comparer utilement les régions relevant d'une même catégorie. La démarche proposée par l'OCDE repose sur trois critères :

- **Le premier définit les collectivités rurales par la densité de leur population. Est considérée comme rurale toute collectivité dont la densité démographique est inférieure à 150 habitants au kilomètre carré** (500 habitants au Japon et en Corée pour tenir compte du fait que la densité de population au niveau national dépasse 300 habitants au kilomètre carré).
- **Le deuxième critère classe les régions en fonction du pourcentage de population qui vit dans une collectivité rurale.** Ainsi, une région TL3 peut être :
 - Essentiellement rurale (ER) si plus de 50% de sa population vit dans une collectivité rurale ;
 - Essentiellement urbaine (EU) si moins de 15% de sa population vit dans une collectivité rurale ;
 - Intermédiaire (IN) si la part de sa population qui vit dans une collectivité rurale est comprise entre 15% et 50%.
- **Le troisième critère se fonde sur la taille des centres urbains :**
 - Une région qui serait considérée comme rurale selon la règle générale est classée dans la catégorie intermédiaire si elle comprend un centre urbain de plus de 200 000 habitants (500 000 pour le Japon) représentant au moins 25% de la population régionale ;
 - Une région qui serait considérée comme intermédiaire selon la règle générale est classée dans la catégorie essentiellement urbaine si elle comprend un centre urbain de plus de 500 000 habitants (1 000 000 pour le Japon) représentant au moins 25% de la population régionale.

La typologie régionale n'est appliquée qu'au niveau territorial inférieur (TL3). Les régions TL2 sont trop étendues pour que l'on puisse les classer comme essentiellement urbaines, intermédiaires ou essentiellement rurales.

Aux fins de l'analyse, on a cependant calculé le pourcentage de la population entrant dans les catégories EU, IN et ER au niveau TL2 en additionnant les résultats obtenus selon la typologie régionale appliquée au niveau TL3. Par exemple, en France, la population de la région Rhône Alpes (niveau TL2) se répartit ainsi : 23% dans des régions TL3 classées EU, 68% dans des régions TL3 classées IN et 9% dans des régions TL3 classées ER.

4.2. Arguments portant sur le choix de cette démarche

Le recours à cette méthode se justifie par les raisons suivantes :

¹⁶ OCDE (2013), « Définir les régions et les zones urbaines fonctionnelles », dans OECD Regions at a Glance, 2013, Éditions OCDE, Paris.

1. L'examen de différentes expériences en matière de définition des critères de découpage montre qu'il n'existe pas une démarche scientifique unique valable pour tous les pays. Incontestable, vu les différences existantes entre les pays au niveau humain, économique et territorial, la méthode de l'OCDE est parmi les rares méthodes qui vise définir un seuil du poids démographique pour procéder à des découpages territoriaux ;
2. Il n'existe pas de méthodes adoptées au niveau international pour un découpage régional, la démarche qui a pu classer les régions est celle élaborée par l'OCDE en 2011. Elle peut être testée pour notre cas ;
3. Les critères basés sur « la ruralité » peuvent s'appliquer au Maroc étant entendu qu'une part importante de sa population rurale contribue fortement au développement économique du pays, du fait du poids du secteur agricole qui constitue une source de revenu pour 80% de la population rurale et emploie 40% de la population active¹⁷. ;
4. La disponibilité des données démographiques au niveau de chaque région et province selon le dernier Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2014 réalisé par le HCP ;
5. Selon la typologie régionale utilisée, le critère du nombre d'habitants/km² peut nous renseigner sur les régions considérées comme rurales, mais ce critère de 150 habitants/km², varie selon les pays et peut influencer la classification des régions proposée ; appliquer ces moyennes et ces taux pour le cas marocain est peu compatible, mais l'exercice demeure intéressant et le seuil peut être changé pour qu'il soit compatible avec la réalité démographique marocaine en se basant sur la moyenne marocaine de la densité (environ 48habitants/km²) et de la ruralité au lieu des moyennes mondiales définies dans la méthode de l'OCDE. Le contexte et le milieu d'opérationnalisation de cette typologie n'est pas le même au sein des pays de l'OCDE.

V. Résultats et discussions

Sur la base des données disponibles au niveau des régions et provinces, nous avons procédé à une classification des régions. Nous nous limitons uniquement aux deux premiers critères adoptés par l'OCDE à savoir

- la densité de la population et
- le pourcentage de population qui vit dans une collectivité rurale.

Le troisième critère se fondant sur la taille des centres urbains, ne sera pas pris en compte, vu l'indisponibilité des données à ce niveau.

5.1. Premier critère (densité inférieure à 150 hab./km²)

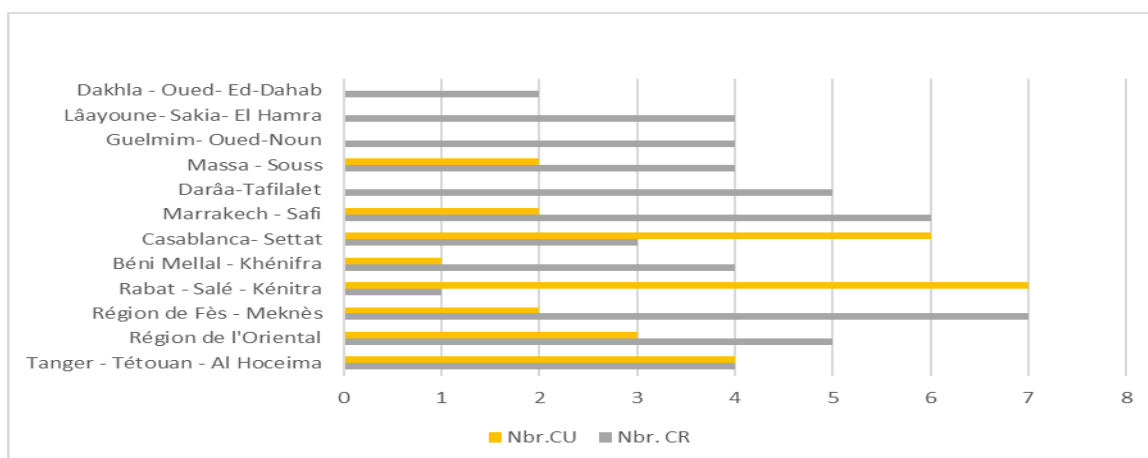
5.1.1. Application de la méthode de l'OCDE

Par rapport au premier critère définissant les collectivités rurales par la densité de leur population selon lequel est considérée comme rurale toute collectivité dont la densité démographique est inférieure à 150 habitants au kilomètre carré (500 habitants au Japon et en Corée pour tenir compte du fait que la densité de population au niveau national dépasse 300 habitants au kilomètre carré).

Partant de cela, la Figure 1 illustre la densité de la population selon la norme de l'OCDE.

¹⁷ <https://www.ada.gov.ma>

Figure 1 : Nombre de collectivités (provinces) rurales et urbaines par région selon la densité de population



Source : élaboré par les auteurs, données du Haut-commissariat au plan

Selon ce critère de l'OCDE à savoir les collectivités dont la densité démographique est inférieure à 150 habitants au kilomètre carré, appliqué au niveau territorial inférieur (TL3) qui correspond à la province ou la préfecture, nous avons :

- La totalité des provinces et préfectures des quatre régions : Guelmim-Oued-Noun, Lâayoune-Sakia El Hamra, Dakhla-Oued Ed-Dahab et Drâa-Tafilalet ont des densités inférieures à 150 hab./km². Elles sont considérées comme des collectivités rurales selon le critère adopté par l'OCDE. Mais, économiquement, ces régions ont des profils très différents.
- La région de Fès-Meknès dispose de 7 provinces considérées comme collectivités rurales, suivie des régions de Marrakech-Safi avec 6 provinces et de l'Oriental avec 5 provinces considérées comme collectivités rurales.
- La région de Béni Mellal-Khénifra ne dispose que d'une province considérée comme collectivité urbaine et de 4 provinces considérées collectivités rurales.
- La région de Rabat-Salé-Kénitra et celle de Casablanca-Settat ne disposent respectivement que d'une seule province (Khémisset) et de 3 provinces considérées comme collectivités rurales (Benslimane, Settât et Sidi Bannour).
- La région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima et celle de Souss-Massa disposent chacune de 4 provinces considérées comme collectivités rurales.

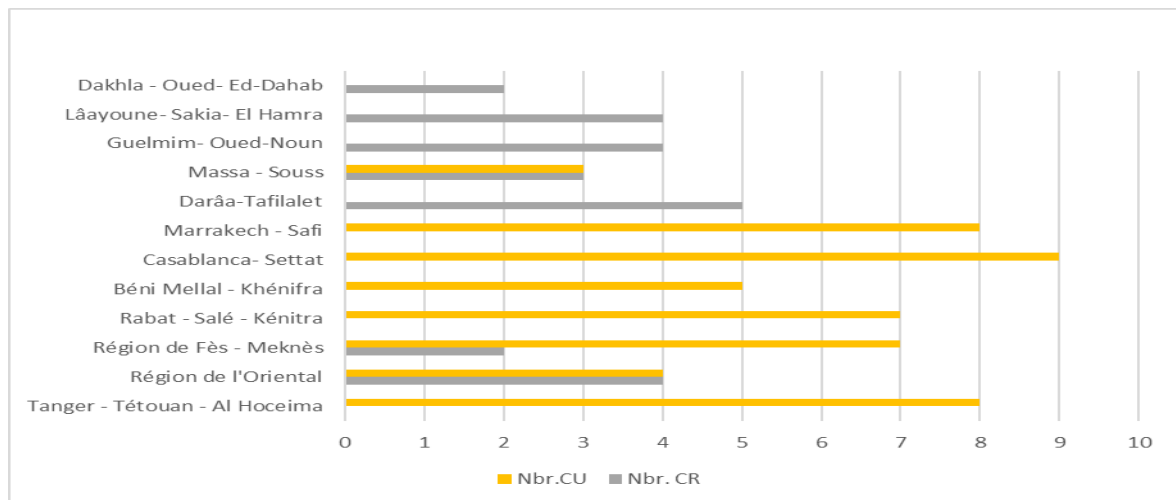
Bien que les trois régions Casablanca-Settat, Rabat-Salé-Kénitra et Tanger-Tétouan-Al Hoceima disposent de métropoles importantes, elles abritent au moins une province considérée comme collectivité rurale.

5.1.2. Adaptation de la méthode de l'OCDE au contexte marocain

Par ailleurs, si on utilise la densité moyenne de la population à savoir 48 habitants /km², et on applique le même raisonnement que celui adopté par l'OCDE ; Elle est considérée comme rurale

toute collectivité dont la densité démographique est inférieure à 48 habitants au kilomètre carré en se référant à la moyenne nationale de 2014. Ainsi, on obtient la répartition suivante :

Figure 2 : Nombre de collectivités (provinces) rurales et urbaines par région selon la densité de population (48hab./km² (moyenne nationale))



Source : élaboré par les auteurs, données du Haut-commissariat au plan

Cette figure montre qu'avec une densité moyenne nationale de 48 hab./km², nous obtenons les mêmes résultats que la densité de 150 hab/km² en ce qui concerne les provinces considérées comme collectivités rurales. Il s'agit des provinces et préfectures des régions sahariennes sud-atlasique (Draa – Tafilalet, Guelmim Oued Noud, Laayoune Sakia El Hamra, Dakhla Oued Eddahab) qui ont des densités inférieures à 48hab./km². Ces régions sont considérées ainsi des collectivités rurales selon la démarche de l'OCDE. D'autres provinces enregistrent aussi des densités inférieures à ces taux notamment dans l'Oriental, la région Fès – Meknès et Souss Massa.

D'autres provinces se situent entre la moyenne nationale de 48hab./km² et celle de l'OCDE 150 hab./km², notamment dans la région Marrakech-Safi, Fès-Meknès, les provinces ayant les densités les plus élevées sont celles situées entre El Jadida et Tanger avec des bandes étroites et des îlots dans le nord-est (Nador, Oujda) et Marrakech, Fès et Meknès. La carte ci-après illustre cette répartition de la densité.

En revanche, les régions de Casablanca-Settat, Rabat-Salé-Kénitra, Tanger-Tétouan-Al Hoceima et Marrakech-Safi et la région de Beni Mellal-Khénifra enregistrent des densités provinciales supérieures à 48hab./km², et sont donc considérées comme des collectivités urbaines.

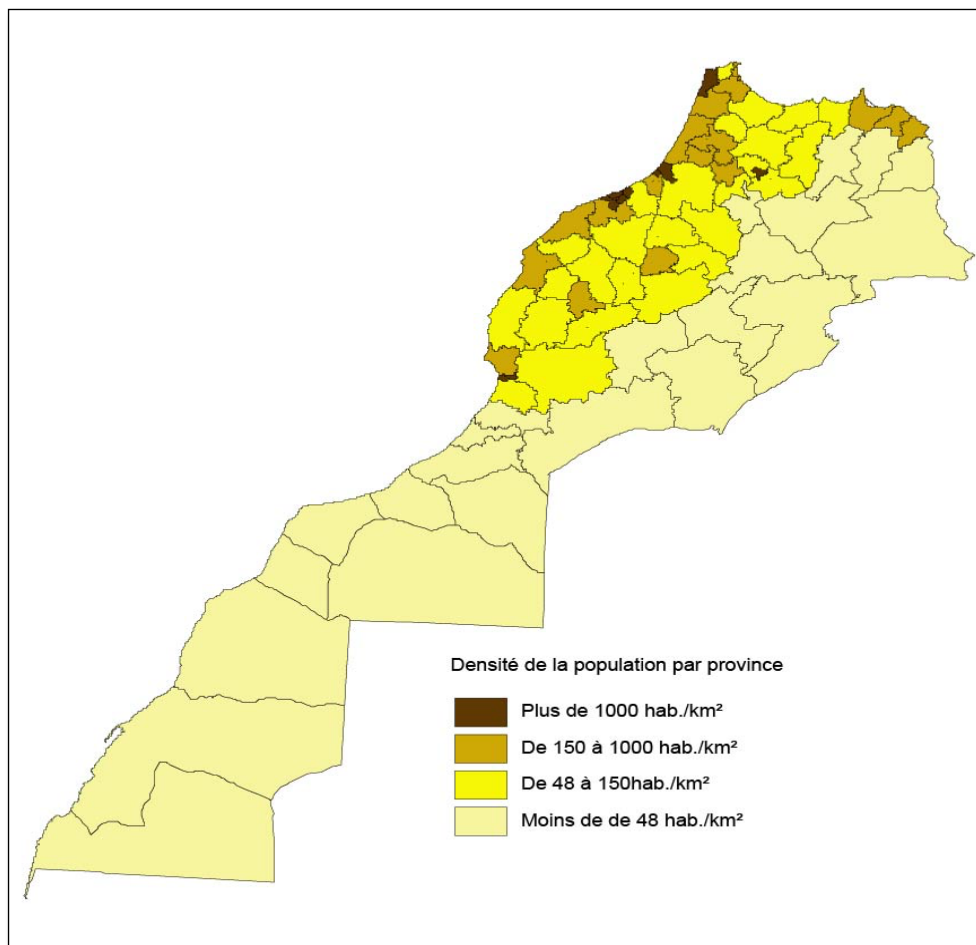
Les régions de Fès-Meknès, Souss-Massa et l'Oriental disposent respectivement des deux, trois et quatre provinces considérées comme collectivités rurales car leur densité est inférieure à 48h/km².

Cette comparaison montre que ce critère de densité de la population donne une classification du niveau territorial LT3 qui correspond dans notre cas aux provinces et préfectures. Ce qui a permis de déterminer les provinces considérées comme collectivités rurales et celles classées en collectivités urbaines. Par conséquent, ce critère peut nous renseigner sur les régions qui ont des provinces à dominance rurale et celles qui sont urbaines, et permettant ainsi de procéder à des comparaisons au sein d'une même région. Mais il ne constitue pas une norme standardisée qui peut être adoptée par tout, car la densité de population par Km² dépend à la fois des régions et des pays. Le critère démographique, notamment la densité de la population par Km², demeure déterminant pour un découpage régional optimal. Son importance réside dans la classification des provinces /préfectures en fonction de la ruralité. Il peut aider les décideurs et les élus à concevoir les politiques publiques territoriales les plus appropriées en considérant la densité de la population lors de la répartition des budgets, des aides allouées par les fonds et les actions prioritaires à mettre en œuvre. L'application de ce critère du poids démographique (densité provinciale) laisse croire qu'il existe deux Maroc

- L'un dense et qui se concentre le long de la côte, d'El Jadida à Tanger en plus des îlots démographiques dans le Nord-Est (Oujda-Nador) et autour des villes historiques de Marrakech, Fès et Meknès et ;
- Un Maroc sous peuplé dans les régions sahariennes, présahariennes, montagneuses et oasiennes. Malgré cette faible densité de population, certaines régions sahariennes ont des richesses très importantes et donc sont potentiellement favorables pour un décollage économique.

Ainsi, en termes des politiques publiques, le découpage régional équilibré du Maroc sur la base du critère de la densité demeure très difficile à atteindre. La carte de densité ne peut que proposer trois à quatre régions distinctes non équilibré :

Carte n° 1 : Densité provinciale et répartition des ensemble démographiques



Source : élaborée par les auteurs, données du Haut-commissariat au plan

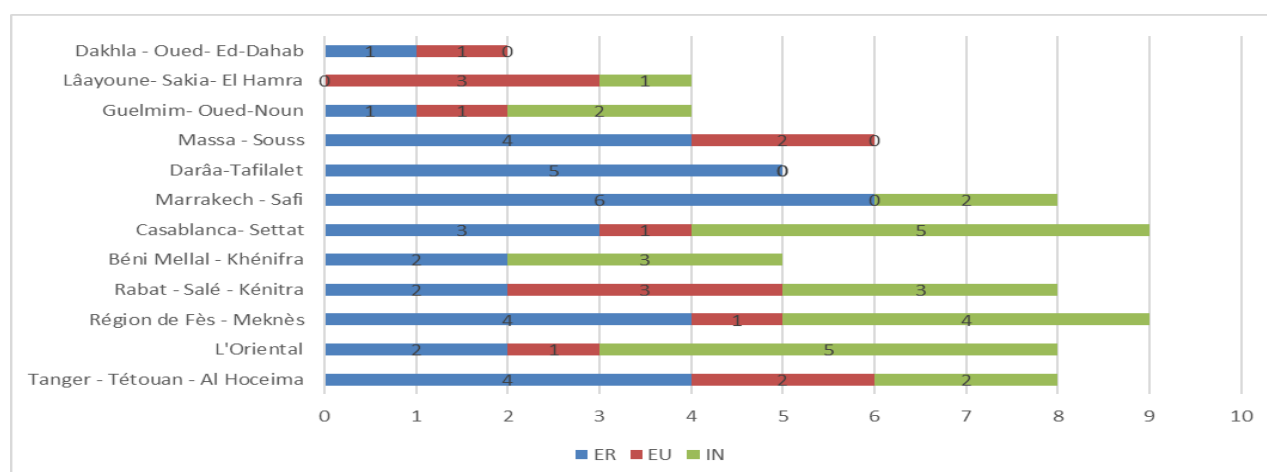
- L'ensemble régional démographique autour de Casablanca qui s'étale de la province d'El-Jadida jusqu'à Tanger en passant par Rabat-Salé. C'est une région très dense mais aussi très peuplée (plus de $\frac{3}{4}$ de la population du pays) ;
- L'ensemble régional démographique du Nord-Est autour de Oujda-Nador auquel peut s'ajouter les provinces de l'Oriental ;
- L'ensemble régional autour du bi-pôles démographique et économique de Fès et Meknès ;
- L'ensemble démographique autour de Marrakech-Agadir ;
- Le reste du territoire sud-atlasique et des provinces sahariennes et qui est sous-peuplé avec des densités très faibles. Dans cet ensemble, le fait urbain est limité et caractérisé par le manque d'un pôle démographique.

5.2. Deuxième critère : Pourcentage de la population vivant dans une collectivité rurale
Selon la démarche/typologie régionale établie par l'OCDE, le deuxième critère classe les régions en fonction du pourcentage des populations qui vivent dans une collectivité rurale (niveau LT3, qui correspond à une province/préfecture). Selon ce critère, une région peut être :

- Essentiellement rurale (ER) si plus de 50 % de sa population vit dans une collectivité rurale ;
- Essentiellement urbaine (EU) si moins de 15 % de sa population vit dans une collectivité rurale ;
- Intermédiaire (IN) si la part de sa population qui vit dans une collectivité rurale est comprise entre 15 % et 50 %.

L'application de ce critère aux 12 régions, donne les résultats suivants :

Figure 3 : Répartition des provinces/ préfectures par région en fonction de la population qui vit dans une collectivité rurale



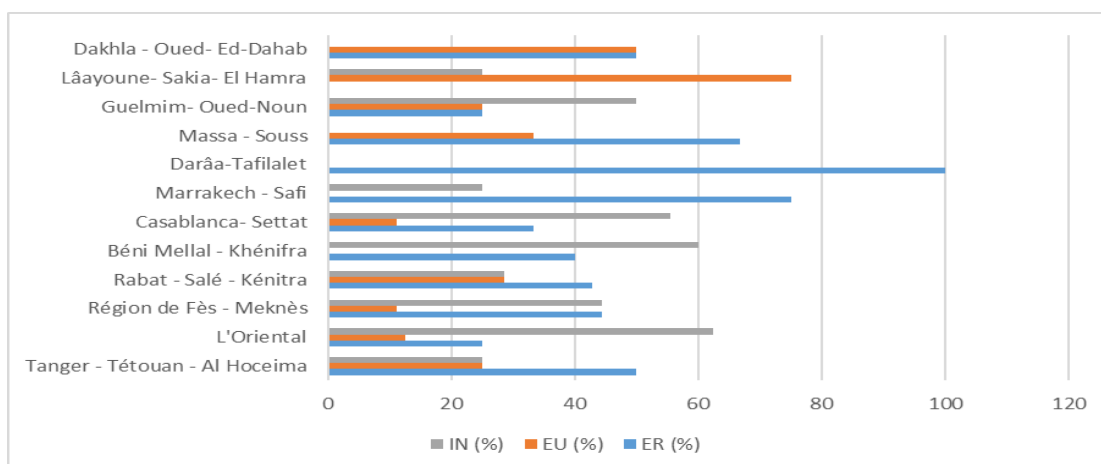
Source : élaboré par les auteurs, données du Haut-commissariat au plan

Selon la Figure 3 la répartition des provinces/ préfectures par région en fonction de la population qui vit dans une collectivité rurale s'établit comme suit :

- Toutes les provinces de la région de Draa-Tafilalet ont plus de 50% de leurs populations qui vivent dans des collectivités rurales et sont donc classées comme essentiellement rurales (ER);
- Au niveau de la région de Béni Mellal-Kenitra, il n'existe pas de provinces classées essentiellement urbaines ; elles sont toutes classées essentiellement rurales (au nombre de deux) et intermédiaires (au nombre de trois) ;
- Dans la région de Marrakech-Safi, six provinces sont considérées comme essentiellement rurales et deux intermédiaires ;
- Dans la région de Souss-Massa, quatre de ses provinces sont classées essentiellement rurales et deux essentiellement urbaines ;
- Au niveau de la région Fès-Meknès, quatre provinces sont classées essentiellement rurales., la province de Taounate qui a été classée par l'étude menée dans le cadre du Dialogue Maroc-OCDE sur les politiques de développement territorial comme à prédominance rurale éloigné, les autres étant classées intermédiaires alors qu'une seule (Fès) est essentiellement urbaine ;
- Quant à la région de Tanger-Tétouan- Al-Hoceima, elle se distingue par la prédominance des provinces essentiellement rurales et par une répartition équilibrée entre provinces intermédiaires et provinces essentiellement urbaines.

- A l'exception de la région de Lâayoune-Sakia-El Hamra, qui ne dispose pas de provinces essentiellement rurales, les cinq régions restantes renferment des provinces intermédiaires ou essentiellement urbaines, avec un nombre très limité de celles essentiellement rurales. Comme déjà mentionné au niveau de l'encadré n°1, cette typologie n'est appliquée qu'au niveau territorial inférieur (TL3) à savoir les provinces et préfectures. Le graphique suivant illustre le nombre de provinces et leur classification en trois catégories (essentiellement rurales, essentiellement urbaines et intermédiaires) selon le taux de la population qui vit dans une collectivité rurale. Les régions (TL2), pour le découpage de 2015, sont trop étendues pour que nous puissions les classer comme essentiellement urbaines, intermédiaires ou essentiellement rurales. Aux fins de l'analyse, nous avons calculé le pourcentage de la population entrant dans les catégories EU, IN et ER au niveau de 12 régions en additionnant les résultats obtenus selon la typologie appliquée au niveau (TL3) des provinces.

Figure 4 : Population entrant dans les catégories EU, IN et ER au niveau des 12 régions



Source : élaboré par les auteurs, données du Haut-commissariat au plan

Ainsi, la répartition de la population entrant dans les trois catégories pour les 12 régions se présente comme suit :

- La population de la région Tanger-Tétouan-Al Hoceima (niveau TL2) se répartit ainsi : 50% dans le niveau territorial (TL3), classé EU ; 25% dans TL3, classé IN ; et 25% dans le TL3 classées ER ;
- La population de la région Draa-Tafilalet (niveau TL2) se répartit comme suit : 100% se trouvent dans le niveau territorial TL3 (provinces), classé essentiellement rural ;
- La population de la région de l'Oriental (niveau TL2) se répartit ainsi : 25% se trouvent dans le niveau territorial (TL3/ province), classé ER ; 12,5% dans le TL3, classé EU ; et 62,5% dans TL3 classé IN ;
- La population de la région Béni Mellal-Khénifra (niveau TL2) est répartie comme suit : 40% dans le niveau TL3, classé ER, 60% dans le TL3, classé IN, et 0% dans le TL3, classé EU ;
- La population de la région Marrakech-Safi (niveau TL2) se répartit ainsi : 75% se trouvent dans le niveau territorial LT3, classé ER ; et 25% dans le niveau LT3, classé IN ;

- La population de Massa-Souss (niveau TL2) est classée comme suit : 66,67% appartiennent au niveau TL3 essentiellement rural ; et 33,33% au niveau LT3, essentiellement urbain ;
- La population de la région Rabat-Salé-Kénitra (niveau TL2) se répartit comme suit : 42,86% se trouvent dans le niveau territorial TL3, classé essentiellement rural ; et 28,57% appartiennent au TL3, classé respectivement essentiellement urbain et intermédiaire ;
- La population de la région Casablanca-Settat (niveau TL2) est classée comme suit : 33,33% appartiennent au niveau territorial TL3, classé essentiellement rural ; 11,11% au niveau TL3, classé EU ; et 55,56% au niveau TL3 classé intermédiaire.
- La population de région de l'Oriental se distribue ainsi : 25% appartiennent au niveau TL3, classé ER ; seulement 12,5% appartiennent au niveau TL3, classé EU ; et 62,5% appartiennent au niveau TL3, classé intermédiaire ;
- La population de la région Guelmim-Oued-Noun (niveau TL2) se répartit ainsi : 25% appartiennent au niveau TL3, classé ER ; 50% appartiennent au niveau TL3, classé intermédiaire ; et 25% se trouvent au niveau TL3, classé EU ;
- La population de la région Laayoune- Sakia- El Hamra (niveau TL2) est classée ainsi : 75% appartiennent au niveau TL3, essentiellement urbain ; et 25% au niveau (TL3) Intermédiaire
- La population de la région Dakhla-Oued Ed-Dahab (niveau TL2) se distribue comme suit : 50% se trouvent au niveau TL3, classé ER ; et 50% au niveau TL3, classé EU.

Les résultats obtenus à savoir la population entrant dans les catégories EU, IN et ER au niveau de 12 régions, confirment la part importante de la population rurale vivant dans les trois régions suivantes :

- Drâa-Tafilalet (100% se trouvent dans le niveau territorial TL3, classé ER). Cela justifie le débat qui a été déclenché par les acteurs politiques relevant de cette région lors du dernier découpage régional. Ces derniers souhaitaient que Tafilalet soit annexée à Meknès et Drâa à Marrakech. Car Tafilalet et Draa sont pauvres et à majorité rurale et enregistrent le taux de pauvreté le plus élevé des 12 régions adoptées (21,2%) ;
- Marrakech-Safi (75% se trouvent dans le niveau territorial LT3, classé ER, et 25% dans le niveau LT3, classé IN) ;
- Béni Mellal-Khénifra (40% dans le niveau TL3, classé ER, et 60% dans le TL3, classé IN).

5.3. Limite de la méthode et adaptation au contexte marocains

Malgré son importance, cette démarche de classification des régions de l'OCDE présente à notre avis les insuffisances suivantes :

- La méthode de l'OCDE, certes applicable mais elle reflète des limites.
- La méthode adoptée se limite au seul critère démographique et particulièrement le pourcentage de la population régionale qui vit dans les collectivités rurales. Alors qu'un développement territorial durable nécessite un découpage régional équilibré qui prend en considération les critères d'ordre économique, spatial, socio-culturel et environnemental ;
- A notre avis, ce critère mérite d'être complété, dans notre cas, par l'analyse des aspects économiques et environnementaux pour déterminer la taille optimale de l'unité territoriale la plus appropriée pour le développement régional. C'est ainsi que ce premier exercice à caractère démographique puisse être complété par des analyses d'ordre économique, social et environnemental.

Conclusion

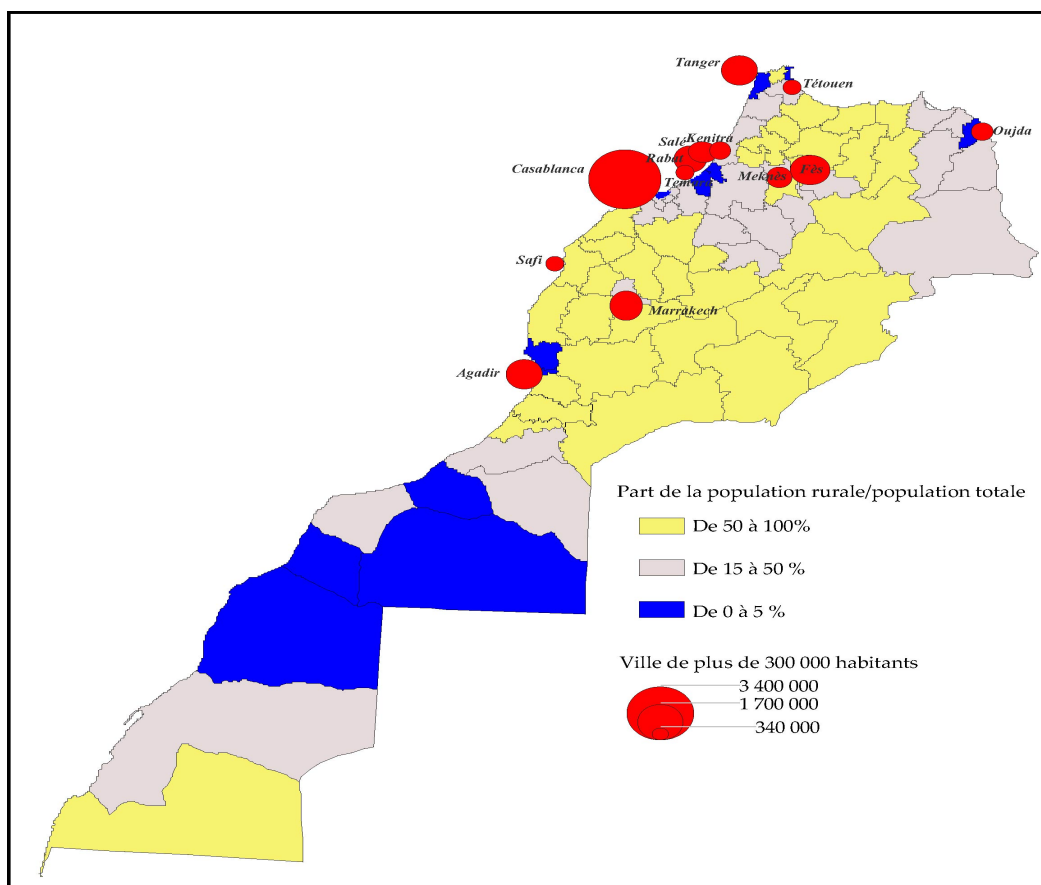
Le facteur relatif à la taille des centres urbains demeure déterminant. Tout territoire est polarisé par une ville ou un centre urbain. Un grand nombre d'étude affirme que le territoire n'est pas homogène, mais polarisé (travaux d'INSEE, travaux de Robert Reynard, de Damet, Omar Belhai sur le cas tunisien, etc.).

Ainsi, en complétant l'analyse ci-dessus par la taille des pôles régionaux, on obtient une nouvelle configuration démographique légèrement différentes de la carte précédente. Notre apport réside dans le croisement des données obtenues par l'approche de l'OCDE avec les données sur les villes. Ce croisement se fait par le travail cartographique à l'aide d'un système d'information géographique. La carte offre ainsi les régions suivantes :

- En plus aux provinces limitrophes des grands pôles urbains, les provinces du sud elles se situent toutes dans une région essentiellement urbaine ayant moins de 15% de la population rurale bien qu'elles enregistrent de très faibles densités. Malgré ceci, elles n'abritent aucun pôle urbain supérieur à 300 mille habitants ;
- Les provinces moyennement urbanisé (entre 15 et 50 % de la population rurale/population totale) se concentrent dans le nord-ouest dans un triangle situé entre Tanger au nord, Beni Mellal au sud-est et Casablanca à l'ouest. C'est là où on trouve les plus faibles parties des populations rurales vu l'importance du nombre des villes et centres urbains.
- Les zone à forte ruralité (plus de 50 %) se situent dans les zones défavorables naturellement à savoir les zones de montagne et des zones oasiennes notamment dans le Rif central, le Tafilalet, le Draa, le Moyen-Atlas et le Haut-Atlas

Partant de la carte : on peut conclure que le découpage régional sur une base démographique peut comprendre les régions suivantes :

Carte n° 2 : Découpage régional sur des basés démographiques



Source : Elaborée par les auteurs, données du Haut-commissariat au plan

- Région du sud qui peut regrouper les provinces du sud. Ces provinces n'ont pas de capitale régionale sauf s'elle est reliée à Agadir qui constitue le pôle démographique régional le plus proche ; elle comprend deux territoires
 - Territoire à dominance rurale et qui englobe les provinces de la plaine du Souss et de l'Anti-Atlas
 - Territoire à faible ruralité (provinces de Laayoune, Boujdour, Essmara, Tarfaya, Tantan, Dakhla, Assa-Zag et Guelmim)
- Région du Centre avec Marrakech comme capitale régionale. C'est une région à dominance rurale et qui s'étend de l'Atlantique jusqu'aux frontières Maroc- algériennes. Cette région rurale englobe le Tafilalet, le Draa, le haut Atlas, la plaine du Haouz, les Chaiadma, Abda, Doukkala et le plateau des Phosphates avec les provinces des région Khenifra-Beni Mellal, Draa Tafilalet, Marrakech –Safi.
- Région de l'oriental avec Oujda comme capitale régionale et qui coïncide avec les provinces ayant une ruralité moins faible que la région précédente. Cette région démographique demeure calquée sur la région administrative actuelle de l'Oriental
- Région du centre avec Fès ou Meknès comme capital. Cette région englobe deux territoires distincts :
 - Au nord : dans le Rif central et le Prérif ou la ruralité domine
 - Au sud dans le Moyen Atlas et une partie du plateau central ou la ruralité est moins importante

- Région nord-ouest avec Casablanca comme chef-lieu. Cette région à dominance urbaine s'étend de Casablanca jusqu'à Tanger. Elle se caractérise par l'importance de la concentration de la population, surtout citadine et l'existence d'une série de pôle démographique (Casa, Tanger, Rabat, Kenitra, salé, Témara).

Mais malgré cette configuration, on trouve des nuances et des particularités au niveau de la même région. Au niveau de la région de Casablanca-Settat, la part de la population qui se trouve au niveau territorial (TL3), classé essentiellement urbain, ne représente que 11,11% et presque 56% classés au niveau (TL3) intermédiaire. Cela explique que même dans cette région à forte densité, plus de la moitié de sa population vit dans des niveaux intermédiaires entre le rural et l'urbain.

A partir de cet exercice basé sur la démarche de classification régionale de l'OCDE testée sur les 12 régions du découpage régional de 2015, nous proposons les conclusions suivantes :

1. En terme du principe, la classification obtenue basée sur le critère démographique permet une meilleure comparabilité entre régions au même niveau territorial et au sein de la même région. De ce fait, les collectivités territoriales, notamment les provinces, peuvent être adoptées comme cadre privilégié pour l'exécution de politiques publiques territorialisées ;
2. Les décideurs nationaux et territoriaux devraient prendre en considération la dimension démographique lors de l'élaboration des politiques publiques au niveau territorial pour mieux cibler les régions selon les classifications établies des collectivités (EU, ER, IN).
3. En réalité, cet exercice démontre l'importance de l'inégalité de la répartition de la population sur le territoire national, et ce en liaison avec l'héritage historique, surtout coloniale, avec les caractéristiques naturelles des territoires (côte, plaine, montagne, désert, etc.) ainsi qu'avec la concentration des activités économiques, notamment en termes d'attractivité économique et d'attractivité sociale qui constituent des facteurs décisifs dans la répartition territoriale des habitants. L'importance de la densité démographique basée sur la ruralité confirme le rôle de l'économie rurale qui représente en moyenne 13% du PIB marocain (en production) et donc la nécessité d'accorder une attention particulière au développement rural. A titre d'exemple la concentration des populations rurales autour de Marrakech (Région démographique du centre d'Essaouira jusqu'à Er-Rachidia et de Beni-Mellal jusqu'à Zagora) prouve la nécessité de concevoir des politiques publiques adaptées à la nature de la population (rurale-agricole) et à leur milieu agro-écologique (zone aride)
4. Les écarts afférents à la densité de la population constituent un élément essentiel à prendre en considération dans le découpage régional car les besoins d'une région peuplée ne sont pas les mêmes que ceux d'une région où la densité de la population est faible. D'autant plus que ces régions sont soumises aux mêmes traitements de point de vue budget, normes fiscales, programmes de développement, etc. ;
5. Nous pouvons donc confirmer notre première hypothèse : la prise en compte de la démographie permet d'améliorer la pertinence du découpage régional. En effet, les critères démographiques à savoir la densité de la population et le pourcentage de population qui vit dans une collectivité rurale, permettent un bon ciblage des régions et provinces pour lesquelles les pouvoirs publics sont appelés à concevoir des politiques d'intervention adaptées à la spécificité de chaque localité ;
6. Nous recommandons à ce que ces critères démographiques basés sur le taux de la population vivant dans une collectivité rurale et la classification obtenue au niveau territorial TL3 (province/préfecture) soient suffisamment intégrés dans le futur de découpage régional ;

Bibliographie :

- **Arnaud B., Sophie R.**, 2014, Découper la France en régions, l’imaginaire régionaliste à l’épreuve du territoire,
- **ElBouhali A.**, La région : territoire et développement : [file:///C:/Users/Omar/Downloads/La%20r%C3%A9gion%20.%20territoire%20et%20d%C3%A9veloppement%20\(1\).pdf](file:///C:/Users/Omar/Downloads/La%20r%C3%A9gion%20.%20territoire%20et%20d%C3%A9veloppement%20(1).pdf)
- **Bernard F.**, (2013) : l’intelligence territoriale, une nécessité, édition l’Harmattan,
- **Pierre C., Bernard P.**, (2014), le développement territorial : Une réponse émergente à la mondialisation, Éditions Charles Léopold Mayer.
- **Boisvert A.**, (1981), Le découpage de l’espace et les théories économiques de la croissance et du développement régional. In : Espace géographique, tome 10, n°2, pp. 99-106.
- **BEGUIN H., AURAY J.-P., BAILLY A., DERYCKE P.-H., HURIOT J.-M.**, (eds), 1994, Encyclopédie d’économie spatiale, Economica, Paris.
- **Gérard M.**, (1999), La régionalisation en Europe, Rapport Parlement Européen,
- **Hatem, F. (2004a)**, Investissement international et politiques d’attractivité, Paris, Economica.
- **Jean M- H.** (1977), la formation du paysage économique : essai sur l’affectation de l’Espace, Institut de mathématiques économiques de Dijon.
- **Léopold M.** (2014), Le développement territorial : Une réponse émergente à la mondialisation, Éditions Charles.
- Ministère de l’Intérieur, (2015), Loi organique n°111-14 relative à l’organisation des régions, loi organique N°112.14, relative aux préfetures et provinces et la loi organique n°113-14 relative aux communes.
- Nicole G. (2004), LA RÉGION : UNE NOTION GÉOGRAPHIQUE, Vol. 34
- **FUJITA M., THISSE J-F.** (2002), Economics of Agglomeration/ « Économies des villes et de la localisation »
- **Philippe A.**, février-juillet (2007), Le concept de région dans la définition de la planification régionale
- **Patrizia I.** (2007), Acte du séminaire, sur L’attractivité des territoires : regards croisés,
- **Ph.Estéb.** (2011), alternative économique, hors-série, poche n°50, cité par Fath B. (2013), l’intelligence territoriale, une nécessité, l’Harmattan,
- **Roger B.** (1972), Pour une théorie de la géographie régionale,
- Commission consultative de la régionalisation (2010), Rapport final
- OCDE, (2013), Panorama des régions de l’OCDE, ANNEXE A, Définir les régions et les zones urbaines fonctionnelles.